

POUR VOTRE FUTUR CE SERA



OULLINS



ou l'autre.

Depuis des mois maintenant, ou plutôt même des années dorénavant, nous sommes dans l'incertitude en ce qui concerne l'avenir du site. C'est pourquoi, nous voulons faire un petit point avec vous, de tous ce qui circule comme rumeurs, actes et prises de paroles en ce qui concerne notre devenir.

Rappelons tout d'abord que celui-ci passe par la construction d'un nouvel atelier PRM. Abréviation qui signifie rappelons-le : « Pièces Réparables du Matériel ». L'utilité de cet atelier consiste à remplacer d'autres Bâtiments du site devenus pour nombre d'entre eux, un danger latent, pour les cheminots qui y travaillent.

Voici un petit rappel de la situation :

En premier lieu, l'**Amiante**, omniprésente sur le site, où que nous travaillions, et les dégâts humains que celle-ci a déjà occasionné. Elle est encore là, chez nous.

Au bâtiment **5** où l'ancienne grenailleuse en a pulvérisé des tonnes durant des années.
Au bâtiment **3** dans les plafonds.

Au bâtiment **6** sur des conduits, ce qui a poussé nos ingénieurs à l'extérieur du site.

Au bâtiment **8** bien sur, que l'on a dû fermer. Mais aussi les voies de peintures où une entreprise privée la retire de nos machines, jours après jours.

Aux locaux de désamiantage du bat **9** et du bâtiment **22**, où des cheminots y sont exposés quotidiennement.

Au bâtiment **1** où nombres d'incidents se sont produits ces dernières années.

A tout cela il faut également rajouter la fermeture du bâtiment **10** et les privatisations de plusieurs de nos services :

La maintenance par la société **SPIE**.

Le garage par la société **STILL**.

Le gardiennage par la société **SECURITAS**.

Le désamiantage de nos Locs par la société **SNEF**.

Les intérimaires d' **ADECCO**.

ETC.....

Alors voilà, le tableau est posé, pas très très rose, mais c'est posé.

C'est donc dans ce contexte que prochainement il va en être décidé de notre sort.



Suite



Deux discours émanent de notre direction.

Le premier des Hautes instances de la SNCF représentées par M. LARIVOIRE (Directeur du matériel) et de M. MARBACH qui ont laissé entendre que le Futur Bâtiment PRM verrait sûrement le jour à la périphérie de Lyon, hors du site historique d'Oullins.

Le second discours, celui de notre DIRECTEUR, M. LEBRUN qui défend corps et âmes le projet local en nous signifiant que nous avons sûrement dû mal interpréter les dires, de ses responsables hiérarchiques.

Qui croire ?



M. LEBRUN use de tout son talent pour nous rassurer, et nombres d'arguments sortant de sa bouche viennent siffler à nos oreilles comme une douce mélodie.

Ayez confiance dit-il, 700 000€ ont été mis sur la table pour porter notre projet.

Que c'est beau, mais ces 700 000€ servent aussi bien à déterminer le coût du projet sur le site que de l'étude complète de la vente de nos terrains et d'une construction hors d'ici.

Soyez sereins dit-il, l'emplacement du terrain entre autoroute et voies ferrées, qui de plus est situé sur une zone inondable, est un atout pour notre projet.

Il est vrai que nous sommes au Technicentre, la seule zone inondable de la ville. Que toute la presqu'île de Lyon, des terreaux à confluence, en passant par le nouveau musée, à l'embouchure du Rhône et de la Saône ne le sont pas. Et nous ne comptons pas le nombre de fois que nous avons dû chausser une paire de bottes pour venir travailler.

Des arguments, ils en ont plein et en auront toujours de nouveaux afin de nous faire espérer le meilleur, mais cela fait trop longtemps que l'on nous mène en bateau, et franchement cela ne sent pas très très bon. Tous les signaux qui nous ont été envoyés ces derniers temps sont pour le moins inquiétants.

Le gel des embauches, le recours aux prestataires, la charge de travail locs en diminution dans un futur très proche nous laissent penser au pire des scénarios.

Nous savons pertinemment que notre avenir sera lié au coût économique du projet à retenir. Mais nous savons également de notre directeur, que d'autres facteurs entreront en compte, comme par exemple en cas de projets aux coûts similaires, où il nous a clairement expliqué que ce serait l'urbanisme qui trancherait.



L'URBANISME ?



Ne sous-estimerions nous pas l'impact de cet organisme et ne serions nous pas tout simplement placés aujourd'hui, là où il ne faut pas, sans d'autres explications.

Quoi qu'il en soit, nous continuerons de nous battre pour que OULLINS reste OULLINS quoi qu'il en coûte à l'entreprise, mais sans se voiler la face sur ce que nous aurons à affronter.

Il y aura inévitablement du changement et nous devons en être les acteurs.

